

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

**Séance du 14 novembre 2024**

L'an deux mille vingt-quatre et le quatorze novembre à dix- neuf heures et trente minutes, le Conseil Municipal de la Commune d'AUBENAS, légalement convoqué, s'est rassemblé au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Jean-Yves MEYER, Maire.

**Présents** : MEYER Jean-Yves, LOYET André, GAILLARD Pascal, ROCHE Eliette, FAURE Cécile, CIVIER Stéphane, NGUYEN Isabelle, DAUMAS Jacques, DURIEU Joël, HADDAD Catherine, BOUSCHON Max, SAUGET Elisabeth, SOUBEYRAND Jacky, LEYNAUD Michel, BOYER Alain, TEYSSIER Nicolas, ROGIER Monique, JOLY Delphine, ROUX Patricia, VERMOREL Guillaume, PERRUSSET Benoît, SIMON Cloé, CAUQUIL Alexandra, CONSTANZO André, DELAUCHE André, GUIBERT Alexandra

**Excusés** : ESSAYAR Khalid (pouvoir à Max Bouschon), TASTEVIN Marie-Françoise (pouvoir à Cécile FAURE), VERNEDE Corinne (pouvoir à Alain Boyer), MARRON Corentin (pouvoir à Stéphane CIVIER), ARMAND Michel (pouvoir à Jacques Daumas)

**Absente** : AMRANI Hasiba

**Secrétaire de séance** : Max BOUSCHON

**Date de la convocation** :

**Délibération n°24**

7 novembre 2024

**OBJET** : Remboursement au réel des frais de repas exposés dans le cadre d'un déplacement pour les besoins du service

Transmis au représentant  
de l'Etat le : 18 NOV. 2024  
Affiché le :  
Notifié le : 18 NOV. 2024

## Personnel

### Pôle Ressources Humaines

#### Remboursement au réel des frais de repas exposés dans le cadre d'un déplacement pour les besoins du service

**Vu** le code général de la fonction publique ;

**Vu** le décret n°2001-654 du 19 juillet 2001 fixant les conditions et les modalités de règlements des frais occasionnés par les déplacements des personnels des collectivités locales et établissements publics mentionnés à l'article L2 du code général de la fonction publique ;

**Vu** le décret n°2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat ;

**Vu** le décret n°2020-689 du 4 juin 2020 autorisant les collectivités territoriales et les établissements publics locaux à déroger au remboursement forfaitaire des frais de repas et à instaurer, par délibération, un remboursement au réel, dans la limite du plafond prévu pour le remboursement forfaitaire,

**Vu** l'arrêté du 3 juillet 2006 fixant les taux des indemnités de mission prévues à l'article 3 du décret n°2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat ;

Considérant que les agents qui se déplacent pour les besoins du service (*mission, action de formation statutaire ou de formation continue*) en dehors de leur résidence administrative et de leur résidence familiale peuvent, le cas échéant, prétendre au remboursement des frais de repas exposés dans ce cadre,

Considérant que depuis le 22 septembre 2023, la prise en charge est fixée à 20 € par repas, qu'il s'agisse du repas du midi ou de celui du soir et que le petit-déjeuner ne saurait être pris en charge à ce titre,

Considérant que le remboursement est conditionné par la production des justificatifs de paiement (*factures, tickets*) auprès de l'ordonnateur de la collectivité et que pour rappel, aucune indemnité de repas ne peut être attribuée aux agents bénéficiant de la gratuité du repas.

#### Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité :

- **Approuve** l'instauration d'un remboursement au réel des frais de repas exposés à l'occasion des déplacements professionnels en dehors de la résidence administrative et de la résidence familiale, dans la limite du plafond prévu pour le remboursement forfaitaire.

Extrait certifié conforme,

Le Maire

Jean-Yves MEYER \*



Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte.  
Informe que la présente peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de LYON dans un délai de deux mois à compter de la notification et/ou de l'affichage de la présente soit par courrier, soit par voie dématérialisée ([www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr))